

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 31 juillet 2025

Près de 850 000 emplois ont été créés au Mexique au cours du S1 2025 selon les données de l'Enquête nationale sur l'occupation et l'emploi (ENOE), marquant le meilleur résultat semestriel depuis 2019 (hors période pandémique).

LE CHIFFRE A  
RETENIR

**850 000**

Nombre d'emplois  
créés au S1 2025

Cette progression de l'emploi s'est cependant concentrée dans le secteur informel, qui a enregistré plus d'un million de nouveaux travailleurs, tandis que l'emploi formel a reculé de près de 278 500 postes. Les faibles embauches dans le secteur formel, notamment dans la construction, le commerce et l'industrie manufacturière, couplées à la baisse du nombre d'employeurs et d'affiliés aux institutions de sécurité sociale, suggèrent un affaiblissement structurel de l'emploi formel.

A noter, le taux de participation économique est resté stable à 59,8 %, tandis que le taux de chômage a légèrement diminué pour s'établir à 2,7 % (contre 2,8 % un an plus tôt). Le taux de sous-occupation a atteint 7,4 %, une légère baisse par rapport à 7,5 % en juin 2024.

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

Le Mexique a obtenu un sursis de 90 jours avant l'entrée en vigueur des droits de douane américains de 30%, à l'issue d'un appel téléphonique entre la présidente Claudia Sheinbaum et le président Donald Trump. Cette prolongation, confirmée par Trump sur le réseau *Truth Social*, intervient à quelques heures de la date initialement prévue pour l'application de ces tarifs sur les exportations mexicaines, dont la portée exacte (généralisée ou ciblée) n'avait pas encore été précisée. Selon les termes de l'accord, le Mexique conservera les conditions tarifaires actuelles durant la période de suspension : des droits de douane de 25 % sur les exportations de véhicules ainsi que de 50 % sur les métaux industriels (acier, aluminium, cuivre). La présidente Sheinbaum a salué une « *bonne conversation* » ayant permis d'éviter une hausse immédiate des droits de douane, en vue de négociations plus poussées dans les mois à venir. Ce report s'inscrit dans un contexte de durcissement général de la politique commerciale américaine, alors que des droits de douane supplémentaires doivent entrer en vigueur dès le 1er août à l'égard d'autres partenaires (dont un tarif général de 15 % sur les importations européennes et 50 % sur les produits à base de cuivre). Si certains pays ont négocié des plafonds tarifaires (comme l'Union Européenne), d'autres, comme le Brésil, font face à des mesures plus strictes.

**Au T2 2025, l'économie mexicaine a enregistré une croissance de 1,2 % g.a. et de 0,7 % g.t. selon l'estimation publiée par l'Institut national de Géographie et de Statistiques (INEGI).** La croissance a été portée par les services (+0,7 % g.t.) et l'industrie (+0,8 % g.t.), tandis que les activités primaires ont reculé (-1,3 % g.t.). En rythme annuel, les activités primaires et tertiaires maintiennent une dynamique positive (+4,5 % g.a. et +1,7 % g.a. respectivement), alors que le secteur industriel reste affecté par les tensions commerciales avec les États-Unis (- 0,2 % g.a.). Malgré ce regain, la croissance reste en deçà de l'objectif de 4,5 % fixé par le Plan Mexico pour soutenir le développement économique et social à long terme. Selon les dernières projections du FMI de juillet, l'économie du Mexique ne croîtrait que de 0,2 % en 2025, loin derrière des économies comparables comme le Brésil (+2,3 %). L'investissement, moteur essentiel de la croissance et de la création d'emplois, demeure contraint par un contexte national et international incertain. La prudence des investisseurs est renforcée par les réformes institutionnelles en cours — en particulier l'entrée en fonction en septembre des nouveaux magistrats issus de la réforme du pouvoir judiciaire — et les incertitudes entourant la politique commerciale des États-Unis, principal partenaire du Mexique.

**Les exportations et les importations mexicaines ont augmenté en juin 2025, portant le solde commercial à 514 M USD.** Cette amélioration intervient malgré un recul significatif de plus de 30 % des exportations pétrolières, principalement lié à la baisse des volumes exportés, tandis que le prix moyen du baril a légèrement augmenté. La croissance des exportations a été largement portée par les produits manufacturés (+13,5%), notamment dans les secteurs de la machinerie, des

équipements scientifiques et de l'automobile, avec une forte progression des ventes vers les États-Unis (+15 %). Du côté des importations, en hausse de 4,4% g.a., la tendance s'explique surtout par une augmentation des achats de biens intermédiaires (+6,9%), indispensables à la chaîne de production industrielle, tandis que les importations de biens d'équipement ont reculé de 8,4%, signe d'une prudence accrue dans l'investissement. Sur les six premiers mois de l'année, les exportations ont totalisé 312,7 Mds USD (+4,4%), tandis que les importations ont atteint 311,3 Mds USD (+0,2%), permettant à la balance commerciale de redevenir excédentaire (+1,43 Mds USD), contrastant avec un déficit de près de 11 Mds USD à la même période en 2024.

## Sectoriel

**Le 25 août 2025, le gouvernement mexicain augmentera les taxes de 19 % à 33,5 % sur les marchandises importées par des entreprises de courrier / colis et dont la valeur n'excède pas 2500 USD.** Cette mesure affectera principalement les pays avec lesquels le Mexique n'a pas d'accord de libre-échange, tels que la Chine. Les plateformes Shein et Temu sont directement concernées. Par exemple, un colis d'une valeur de 500 USD auparavant taxé 95 USD subira, à partir du 15 août 2025, un impôt de 167,50 USD. Cette mesure a pour objectif de protéger les industries nationales, en particulier celles du textile et de la chaussure. En ce qui concerne les importations en provenance des pays membres du T-MEC, c'est-à-dire les États-Unis et le Canada, les marchandises d'une valeur supérieure à 117 USD seront taxées à hauteur de 19 %. La taxe de 17 % sur les colis dont la valeur est comprise entre 50 et 117 USD est maintenue, ainsi que l'exonération d'impôt sur les colis de moins de 50 USD.

**Le constructeur automobile japonais Nissan annonce la fermeture de son usine de production CIVAC à Jiutepec (Morelos).** Cette usine est la première que Nissan a ouverte en dehors du Japon, en 1966. Elle devrait fermer d'ici la fin de l'année fiscale japonaise en mars 2026. Aucun plan concret n'a encore été dévoilé pour les 4 800 travailleurs de la CIVAC. Cette fermeture s'inscrit dans un plan de restructuration mondiale de la marque. Confrontée à une crise liée au ralentissement du marché des véhicules électriques, l'entreprise effectue un repli au niveau mondial et baisse ses capacités de production de 3,5 M d'unités par an (hors Chine) à 2,5 M. Ainsi, en Amérique du Nord, la marque passe de 17 à 10 usines de production. Cette fermeture est également liée à la politique commerciale de l'administration Trump aux États-Unis, qui avait poussé l'entreprise à envisager une fermeture complète de ses usines au Mexique dès février.

**Suite à l'imposition par les États-Unis d'un droit de douane de 17 % depuis le 14 juillet 2025 sur les tomates mexicaines, les grossistes subissent une chute brutale des prix à l'origine.** Le prix du kilogramme de tomates s'est significativement effondré dans les régions productrices comme le Sinaloa (environ 0,30 USD le kilogramme). Cette chute est due à une surproduction du produit et à l'impossibilité pour certains grossistes d'écouler leurs stocks. Cette situation entraîne par ailleurs une instabilité de prix dans les marchés de Mexico, le kilogramme de tomates oscillant entre 0,96 USD et 1,33 USD. Cette volatilité reflète la difficulté des

producteurs à compenser leurs investissements (semences, engrais, transport...). Face à cette situation, les revendeurs cherchent des nouveaux marchés, nationaux et internationaux, et vont même jusqu'à donner leurs invendus pour éviter le gaspillage.

## Finances publiques

**Les recettes publiques du Mexique ont été inférieures de 5 Mds USD aux prévisions au S1 2025, en raison d'un net repli des revenus pétroliers.** D'après le rapport du ministère des Finances et du Crédit Public (SHCP), les recettes budgétaires ont totalisé 218,4 Mds USD sur la période (+3,4 % g.a.), mais les revenus issus du pétrole se sont élevés à seulement 23,6 Mds USD, soit une baisse annuelle de 22,2 % et un écart négatif de 11,2 Mds USD par rapport aux projections. Cette contre-performance du secteur énergétique a été partiellement compensée par la solidité de la collecte fiscale, qui a généré 150,7 Mds USD (+8 % g.a.). L'impôt sur le revenu (ISR) et la TVA ont respectivement dépassé les prévisions de 2,6 Mds et 2,5 Mds USD, tandis que les recettes liées aux importations ont affiché une progression réelle de 33,2 %, leur plus forte hausse semestrielle enregistrée. Sur le plan des dépenses, le gouvernement a exécuté 243,2 Mds USD, en recul de 3,8 % g.a., conformément à l'objectif de consolidation budgétaire. Un sous-exercice budgétaire de 15,3 Mds USD a été observé, concentré sur les dépenses programmables (-6 % g.a.), qui ont représenté 202,2 Mds USD sur la période. Selon le ministère, cette réduction s'est traduite par des économies sur le service de la dette, tout en préservant le financement des services publics essentiels et des grands projets d'infrastructure.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	31/07/2025
Bourse (IPC)	1,62%	9,69%	57 395,85 points
Change MXN/USD	1,40%	1,33%	18,80
Change MXN/EUR	-1,60%	6,78%	21,48
Prix du baril mexicain	7,04%	-3,38%	67,17

# Amérique centrale

**Les envois de fonds (*remesas*) en Amérique centrale ont augmenté de 20 % g.a. au S1 2025.** Cette dynamique s'expliquerait en partie par la politique migratoire de l'administration Trump, qui a accru l'incertitude et la crainte de déportation parmi de nombreux migrants centraméricains. Quatre économies de la région restent particulièrement dépendantes de ces flux : le Guatemala, le Honduras, le Salvador et le Nicaragua. Au cours du S1, les *remesas* ont augmenté de 18 % au Guatemala et au Salvador, atteignant respectivement 12,1 Mds USD et 4,8 Mds USD. Le Honduras a enregistré une hausse encore plus marquée de 25 %, avec 5,8 Mds USD reçus. Pour le Nicaragua, bien que les données semestrielles ne soient pas encore disponibles, les envois de fonds entre janvier et avril ont atteint 1,9 Md USD, soit une progression annuelle de 22 %.

## Costa Rica

**Au S1 2025, les exportations de biens du Costa Rica auraient atteint 11 Mds USD, enregistrant une hausse de 14 % par rapport à la même période en 2024, selon Procomer.** Le principal moteur de cette croissance reste le secteur des équipements médicaux et de précision, qui représenterait 47 % des exportations totales et afficherait une progression de 26 % g.a. Le secteur agricole, deuxième contributeur (17 % des exportations), aurait connu une hausse de 4 % g.a. (grâce notamment aux bananes). D'autres secteurs comme le chimique-pharmaceutique (+12 % g.a.), le métal-mécanique et l'électrique-électronique (+6 % g.a. chacun) ou encore l'élevage et la pêche (+3 % g.a.) auraient également contribué à cette dynamique. Toutefois, certains secteurs enregistrent une baisse, notamment les secteurs des plastiques et du caoutchouc (-4 % g.a.). Enfin, les exportations relevant du régime de zone franche ont augmenté de 14 % g.a., contre seulement 3 % g.a. pour le régime définitif.

## El Salvador

**Le ministère des Finances salvadorien a enregistré 4,5 Mds USD de recettes fiscales au S1 2025, en hausse de 7,7 % g.a.** Cela représente environ 320 M USD supplémentaires par rapport à la même période en 2024. L'impôt sur le revenu et la TVA restent les principales sources de revenus, avec respectivement 2 Mds USD et 1,8 Md USD, contribuant pour 84 % du total. Cette progression soutenue des recettes fiscales constitue un pilier central de la stratégie de consolidation budgétaire engagée par les autorités. Dans le cadre de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) conclu avec le FMI, les recettes fiscales devraient atteindre 21,2 % du PIB en 2025 et 2026, selon les prévisions du FMI, contribuant ainsi au renforcement de la stabilité macroéconomique du pays.

**Les exportations de café du Salvador ont enregistré une hausse de 51,9 % g.a. au S1 2025, atteignant 116,7 M USD.** Selon la Banque Centrale de Réserve (BCR), le volume exporté a également connu une croissance de 18 % g.a. sur la même période, passant de 15,9 M kilogrammes au S1 2024 à 18,8 M kilogrammes en 2025. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte international favorable aux pays producteurs et exportateurs, marqué notamment par une hausse du prix du café de 30 % g.a. en juin 2025.

**Les décaissements en faveur du Salvador dans le cadre de la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI s'élèvent désormais à 231 M USD, sur un montant total convenu de 1,4 Md USD.** La porte-parole du FMI, Julie Kozack, a salué la poursuite de la croissance économique, le respect des objectifs macroéconomiques et les progrès réalisés dans la mise en œuvre des réformes structurelles. Une seconde évaluation du programme est prévue pour septembre 2025. À cette occasion, le FMI attend du gouvernement la présentation d'un projet de loi visant à renforcer le cadre juridique contre le blanchiment d'argent ainsi qu'un plan de réforme de la fonction publique. Cette évaluation conditionnera le versement des prochaines tranches.

## Guatemala

**Le président guatémaltèque Bernardo Arévalo a présenté le projet de loi initiative 6593, visant à moderniser le cadre législatif en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, resté inchangé depuis 2005.** La réforme prévoit notamment l'élargissement du périmètre de surveillance à de nouveaux acteurs, tels que les entreprises de loterie, les fournisseurs d'actifs virtuels ou encore les prestataires de l'État, désormais tenus de déclarer toute transaction suspecte. L'initiative bénéficie de l'appui technique du FMI, de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de la Banque mondiale. Le président Arévalo a souligné l'importance de cette réforme en vue de l'évaluation à venir du Guatemala en 2027, portant sur la conformité aux normes internationales LCB/FT. À défaut d'adoption d'un cadre actualisé, le pays risque d'être inscrit sur la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI). Le projet de loi doit désormais être examiné et adopté par le Congrès.

**Selon le FMI, les problématiques de sécurité publique au Guatemala représentent un coût annuel équivalent à 7 % du PIB national.** L'insécurité affecte directement le climat des affaires, la productivité et les chaînes d'approvisionnement. L'insécurité touche directement les travailleurs et freine l'activité économique, notamment en raison des phénomènes d'extorsion et du vol de matières premières, souvent revendues illégalement au Honduras ou au Salvador, ce qui constitue un frein majeur à l'investissement, à l'entrepreneuriat et à l'innovation. Selon le Centre d'Investigations Economiques Nationales (CIEN), le taux d'homicides dans le pays s'est établi à 17,4 pour 100 000 habitants en mai 2025. Sur la même période, le taux d'extorsion était de 150,6 pour 100 000 habitants.

## Honduras

**Le taux d’informalité au Honduras a atteint 82,6 %, selon le Conseil hondurien de l’entreprise privée (COHEP).** Ce niveau place le pays au deuxième rang en Amérique centrale, derrière le Guatemala (83,2 %). À l’inverse, le Costa Rica (37,4 %) et la République dominicaine (54,7 %) affichent les taux les plus faibles de la région. Le COHEP alerte sur les effets économiques négatifs de cette informalité persistante, qui freine la croissance, réduit la productivité et prive l’État de recettes fiscales essentielles. Cette situation limite la capacité du gouvernement à financer les services publics et entrave les efforts de formalisation de l’économie.

## Panama

**Le ministre de l’Économie et des Finances, Felipe Chapman, a présenté le budget général de l’État pour l’année 2026, d’un montant de 34,9 Mds USD, en hausse de 4,8 Mds USD par rapport au budget annoncé pour 2025.** Selon F. Chapman, ce budget reflète un équilibre entre « *discipline fiscale et justice sociale* », bien qu’il soit fortement influencé par le poids croissant du service de la dette. En effet, la dette publique est en forte hausse ces dernières années (26,6 Mds USD en 2019 contre 51,8 Mds USD en 2024) et absorbe une part toujours plus importante des ressources publiques. De plus, malgré la suppression annoncée de plus de 4 000 postes dans la fonction publique, celle-ci reste particulièrement coûteuse, avec près de 257 000 agents rémunérés, pour un montant équivalent à 441 M USD par mois. De son côté, le volet investissement public s’élèvera à 11,15 Mds USD, soit une augmentation de 26 % par rapport à 2025. De ce total, 12 % devraient être alloués aux infrastructures physiques et 9,5 % aux programmes de développement social et humain. Les priorités incluent les projets de santé, l’accès à l’eau potable, l’éducation et les infrastructures essentielles. L’éducation conservera sa part, équivalente à 7 % du PIB, bien que le ministre ait mis en garde contre la nécessité d’un équilibre intersectoriel dans les dépenses publiques. Ce budget sera examiné par l’Assemblée nationale et fait déjà l’objet d’une attention particulière de la part des institutions financières et agences de notation, soucieuses de la soutenabilité budgétaire du pays.

**Le Panama a annoncé la signature d’un accord de prêt d’un montant de 300 M USD avec la Banque de développement d’Amérique latine et des Caraïbes (CAF) pour soutenir la gestion durable des forêts, la conservation des écosystèmes et les politiques de financement vert du pays.** Le financement sera basé sur un taux de référence SOFR à 6 mois, payable semestriellement, majoré d’une marge de 1,95 %, et inclut une subvention non remboursable de 85 points de base pendant les huit premières années. La durée du crédit est fixée à 20 ans, avec une période de grâce de 24 mois, après quoi l’amortissement sera réalisé en 37 versements semestriels. Cette ligne de crédit s’inscrit dans un contexte de volonté de moderniser la gestion des ressources forestières, renforcer la gouvernance environnementale et soutenir des mesures de reforestation et d’écotourisme durable par le gouvernement à travers son « Programme national d’appui à la politique forestière ».

**Le gouvernement panaméen, via le ministère de la Santé et le Programme de Saneamiento de Panamá (PSP), mène depuis plus de vingt ans un vaste projet d'assainissement urbain.** Doté d'un financement de 1,7 Md USD, ce programme vise à améliorer la qualité de vie et à réduire la pollution dans la baie de Panama. Il a permis la construction de réseaux d'égouts, de stations de pompage et de stations de traitement, notamment celle de Juan Díaz, opérée par l'entreprise française Suez. Ces installations ont évité le rejet de millions de litres d'eaux usées non traitées dans les rivières de la capitale. Malgré ces avancées, une grande partie des zones périphériques reste sans couverture adéquate. Afin de poursuivre l'extension du réseau, un prêt de 491 M USD a été accordé par la Banque de développement d'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) pour financer la deuxième phase du programme. L'objectif est de connecter de nouveaux foyers, notamment à Panama Oeste, afin que le projet puisse desservir les populations en dehors de la capitale.

## Caraïbes

### Barbade

**La Barbade a enregistré une croissance économique estimée à 2,5 % au S1 2025, selon un rapport de la Banque centrale.** Cette performance s'expliquerait principalement par une forte activité dans les secteurs du tourisme, de la construction, des services aux entreprises, ainsi que du commerce de gros et de détail. L'augmentation des arrivées de visiteurs de longue durée (+3,3 % g.a.), notamment en provenance des États-Unis et d'Europe, ainsi que la reprise des croisières, en hausse de près de 35 % g.a., ont particulièrement soutenu cette dynamique. Parallèlement, le taux de chômage a chuté à un niveau record de 6,3 % au T1 2025 et l'inflation a ralenti jusqu'à atteindre +0,5 % sur la même période. Les réserves internationales ont progressé pour atteindre un niveau historique de 3,9 Mds USD, soit l'équivalent de 37,4 semaines de couverture des importations, bien au-delà des standards internationaux. Sur le plan budgétaire, le gouvernement a enregistré un excédent de 373 M USD, soit 2,4 % du PIB, contribuant à une amélioration du ratio dette/PIB à 102 %, en baisse de 0,9 point depuis l'exercice 2024/25. La Banque centrale maintient une perspective optimiste pour le reste de l'année 2025, avec une prévision de croissance annuelle autour de 2,7 %.

### Cuba

**Situation de l'emploi et structure de la population active à Cuba en 2024.** En 2024, Cuba totalisait 9,7 M d'habitants, dont 5,8 M de personnes en âge de travailler. D'après les chiffres publiés par l'Enquête nationale sur les professions, la population active occupée s'établissait à 4,1 M de travailleurs, dont 68,5 % dans le secteur public. Ce dernier est principalement représenté par les entreprises étatiques et le secteur *presupuestado* (fonction publique d'Etat), avec respectivement 1,6 M et 1,2 M d'employés. Le secteur privé, pour sa part, comptait

1,3 M de travailleurs dont près de 529 000 *cuentapropistas* (autoentrepreneurs), contre près de 578 000 en 2023. A noter que 58 000 cubains sont désormais associés ou employés des PME. Les personnes de 45 ans et plus représentent 52 % de la population active occupée, illustrant le phénomène de fort vieillissement de la population cubaine (augmentation de l'espérance de vie, couplée à un faible taux de natalité et d'émigrations importantes). Par ailleurs, la population active désoccupée (chômeurs) s'élevait à 69 333 personnes contre 82 300 en 2023, pour un taux de chômage estimé à 1,7 %. Enfin, l'une des nouveautés de cette enquête porte sur le travail informel. Dans cette catégorie, plus de 830 000 personnes ont été référencées, dont 90 % « exerçant » dans le secteur privé. La raison principale de cette situation étant liée à l'écart de rémunération entre le secteur privé et le secteur public.

## République Dominicaine

**Le Sénat a approuvé en seconde lecture le projet de réforme du code du travail, entraînant une forte opposition de la part des organisations entrepreneuriales.** Selon le gouvernement, la modernisation du code devrait améliorer les conditions de travail, garantir les droits fondamentaux des travailleurs, renforcer la lutte contre les discriminations et faciliter la résolution des conflits avec une meilleure procédure de conciliation (heures supplémentaires, résiliation des contrats...). Une centaine d'organisations d'entrepreneurs, dont le Conseil National de l'Entreprise Privée (CONEP), ont regretté la préparation dans l'urgence de ce texte, alors qu'une véritable réforme du travail permettant la génération de davantage d'emplois est absolument nécessaire. Elles ont souligné l'absence de dialogue avec le secteur privé et l'insuffisance des études d'impact sur l'activité économique. Rappelons que la préparation dans l'urgence de la Réforme fiscale, tant attendue, et l'absence de dialogue avec la société civile avaient entraîné le retrait de cette réforme en octobre 2024 deux semaines après sa présentation.

**Selon la dernière lettre d'information d'ADOZONA (Association dominicaine des zones franches), le secteur des industries électriques et électroniques représente 30 entreprises bénéficiant des avantages des zones franches, employant 10 300 personnes et ayant exporté 1 151 MUSD en 2024.** Il s'agit de l'un des secteurs (avec celui des petits équipements médicaux) ayant le plus progressé au cours des dernières années. En 2024, 853 entreprises, situées dans 92 zones franches et employant 198 000 personnes, ont exporté plus de 8 Mds USD (notamment vers les Etats-Unis).

**Selon le dernier panorama budgétaire de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), si les recettes publiques en République dominicaine sont restées relativement stables durant la période post-COVID en pourcentage du PIB, les difficultés à augmenter le niveau de recouvrement persistent.** La pression fiscale moyenne des 16 pays d'Amérique Latine étudiés était de 18,6 % du PIB, mais la République Dominicaine a clôturé l'année 2024 à 16,4 % du PIB (y compris 0,65 % de revenus extraordinaires liés au paiement de 765 M USD par Aerodom, pour le renouvellement de leur contrat de concession des aéroports publics), soit un total de 15,75 % pour les revenus « normalisés ». Cela représente

pratiquement 3 points de PIB en dessous de la moyenne latino-américaine. En matière de dépenses publiques, il faut noter le poids croissant des paiements d'intérêts de la dette, qui représenteront en 2025 l'équivalent de 4,15 % du PIB (tandis que cette rubrique représente en moyenne 2,9 % au niveau de l'Amérique latine), ainsi que des transferts au secteur de la distribution électrique (1,7 Mds USD en 2024), ce qui permet d'expliquer l'importance du déficit budgétaire, légèrement au-dessus du niveau de 3,0 % du PIB. Deux rubriques critiques de dépenses ont servi de variables d'ajustement pour contenir ce déficit fiscal : i) l'investissement public en santé qui n'a pas réussi à décoller du niveau très insuffisant de 2,0 % du PIB ; et, ii) l'effondrement des dépenses d'investissement, qui atteignent à peine 2,19 % du PIB (budget 2025) contre 3,4 % en Amérique Centrale et au Mexique.

## Saint-Christophe-et-Niévès

**Saint-Christophe-et-Niévès applique désormais un salaire horaire minimum d'environ 4,60 USD, l'un des plus élevés de la zone de l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale (OECO).** Cette revalorisation, entrée en vigueur le 1er juillet 2025, fait suite à une première hausse intervenue en janvier 2024, lorsque le taux était passé de 3,33 USD à 3,98 USD. Cette nouvelle hausse répond à un engagement du parti travailliste (SKNLP) visant à renforcer le pouvoir d'achat des travailleurs et à améliorer leur niveau de vie. Le Parlement fédéral a approuvé la mesure lors de la séance du 10 juillet 2025, marquant ainsi la deuxième hausse de salaire minimum en moins de trois ans de mandat. Au total, cette progression représente une hausse de plus de 38 % en moins de deux ans, illustrant la volonté politique des autorités de promouvoir la justice sociale par un revenu minimum relativement élevé dans le contexte régional. Cette réforme s'inscrit dans un ensemble plus large de mesures économiques, incluant des allègements de TVA, le programme Budget Boost Wallet, ainsi qu'une stratégie axée sur la diversification économique et la modernisation des services.

## Trinité-et-Tobago

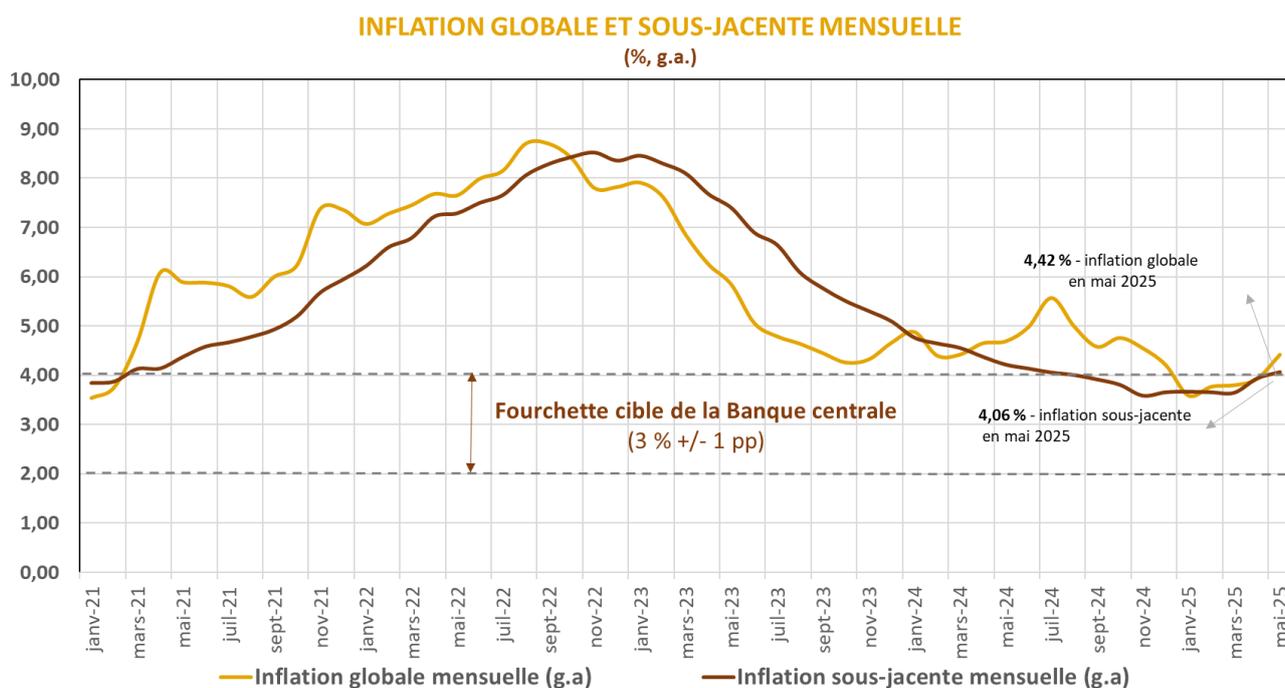
**Perenco a finalisé l'acquisition des actifs pétroliers et gaziers offshore de Woodside Energy à Trinité-et-Tobago, pour un montant de 206 M USD.** Cette transaction inclut les participations de Woodside dans les contrats de partage de production ainsi que l'exploitation de l'installation terminale onshore associée, dans les champs Angostura et Ruby. Pour rappel, les champs du Grand Angostura, grâce à ses sept plateformes fixes et ses installations sous-marines, produisent plus de 8 millions de mètres cubes par jour, représentant environ 12 % de la production de gaz du pays. Cette acquisition porte la production totale de Perenco à plus de 100 000 barils équivalent pétrole par jour, renforçant ainsi sa position de producteur majeur dans le pays aux côtés de TSP et CAFI.

## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publiques (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,5%	-0,3%	1,4%	60,7%	3,5%	8,00%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	3,75%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

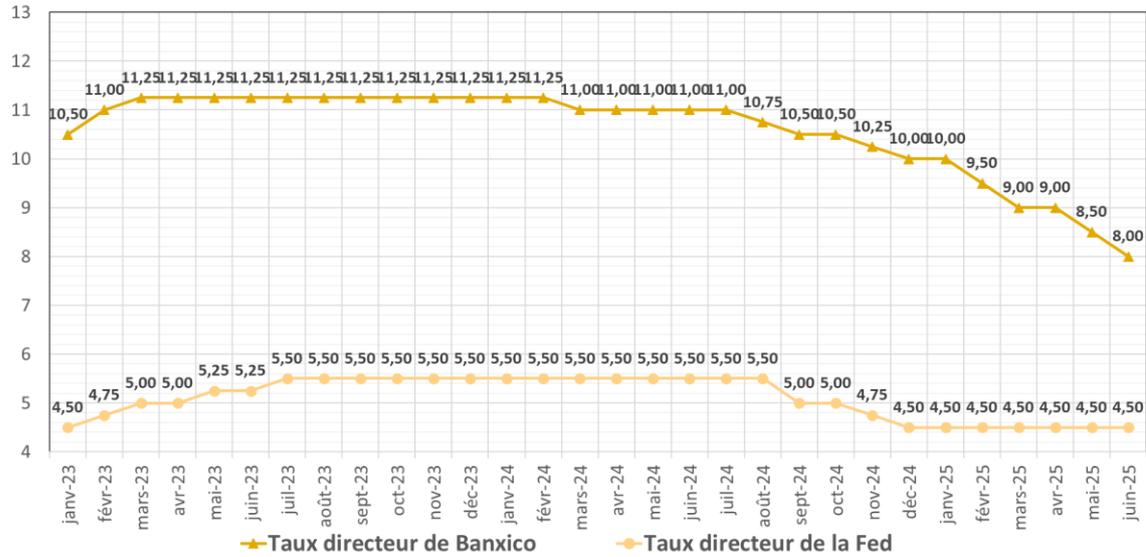
Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2025

### - Annexe Graphique Mexique -



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR  
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**

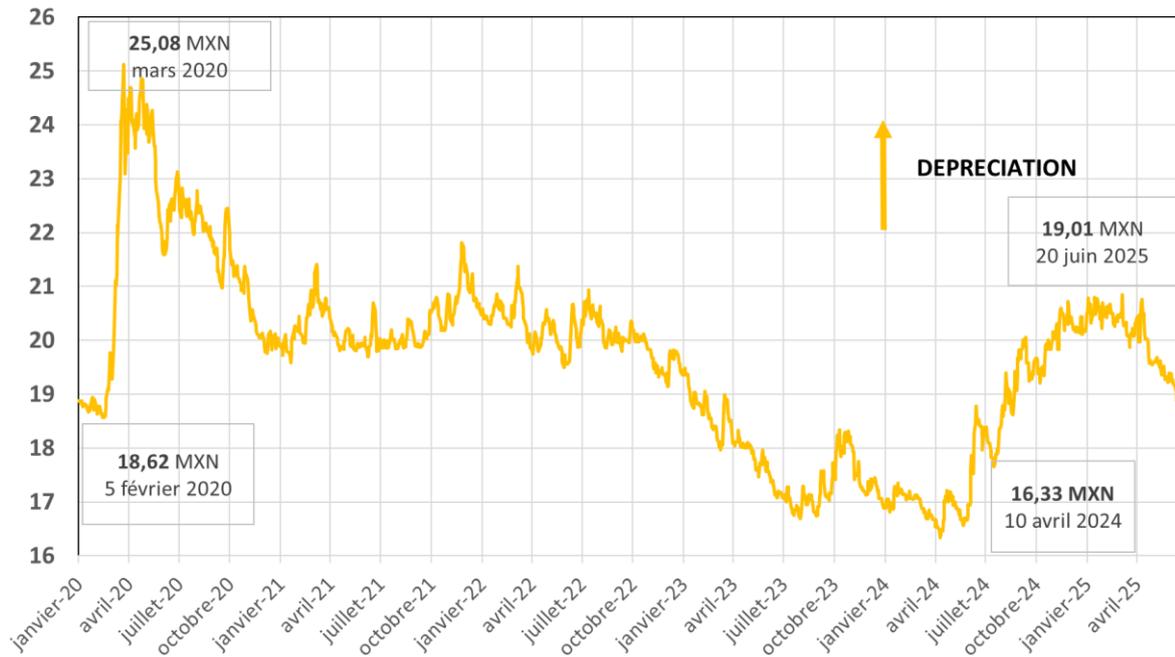


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

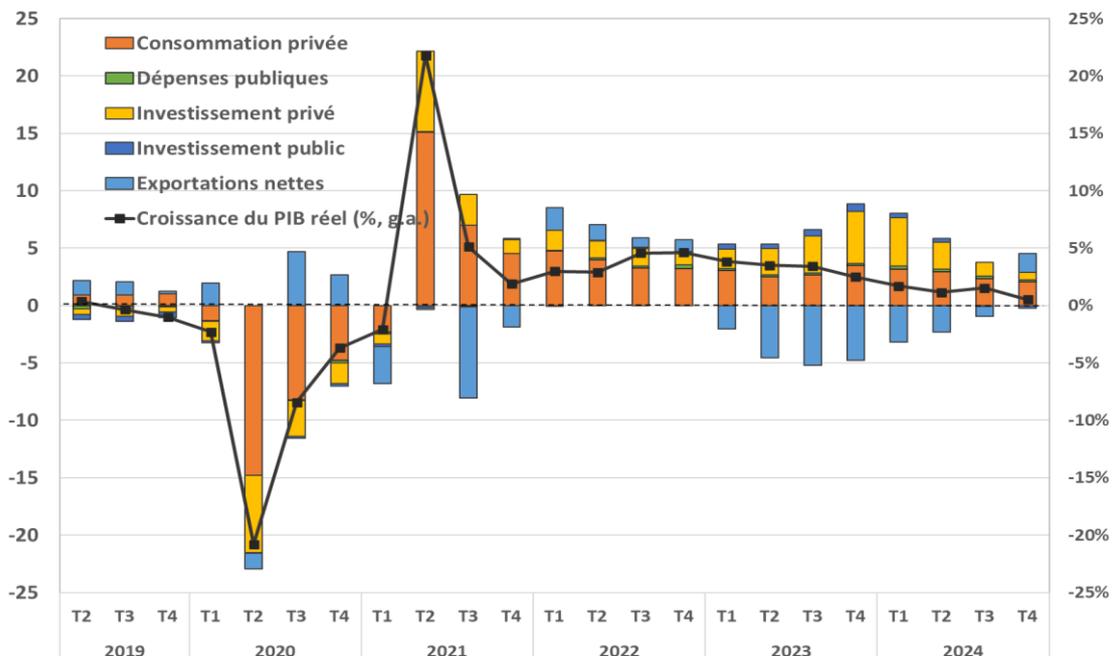
## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

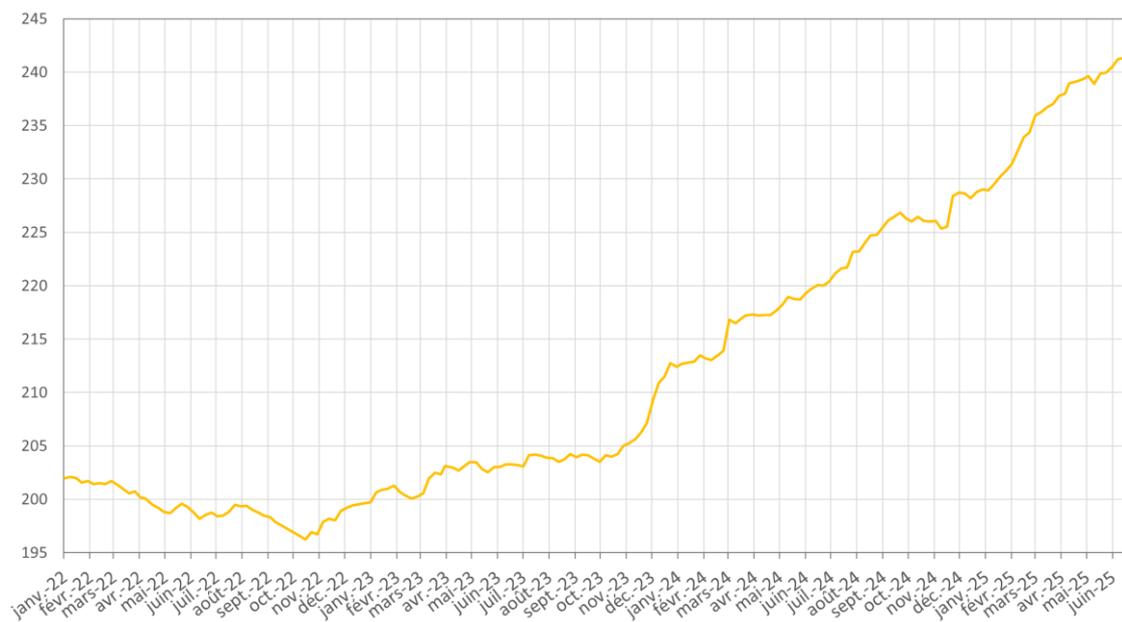
## PIB REEL ET SES COMPOSANTS

*Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)*



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

## NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)